

N°5 - Janvier 2016

1

Nous voici au début de l'année 2016...

Le moment idéal de faire le point sur 2015, une année riche d'enseignements, de rencontres.

Ce ne sont pas moins de dix manifestations (colloques, tables-rondes, conférences...) qui sont ainsi été organisées sur des sujets très divers de l'action publique (environnement, santé publique, commerce international, fonction publique, libertés publiques, avenir de l'Europe...).

Dans chacune des quatre premières lettres d'information électroniques de notre Centre d'études, un compte-rendu de ces différentes manifestations vous a été communiqué.

Ouvertes largement au public, celles-ci s'inscrivent dans notre vision d'éducation permanente.

Parallèlement à cette dynamique visant à mieux comprendre les enjeux de la société de demain, notre Centre fut chargé, à partir du 18 mars 2015, de mener à bien l'opération de refonte de la doctrine du parti et de piloter différents groupes de travail.

En effet, neuf groupes ont ainsi été constitués, qui ont travaillé durant toute l'année 2015, et ont élaboré un document global intitulé «Europe, libertés, cohésion sociale, fédéralisme : un nouveau modèle économique». Ce projet de Manifeste a été soumis aux instances du parti (intergroupe parlementaire, fédérations provinciales, sections locales...) et servira à alimenter cinq congrès qui se dérouleront tout au long de 2016. Les thèmes traités concernent principalement :

- la citoyenneté partagée et l'Etat de droit
- le modèle social
- l'Etat régalien
- la triple alliance (enseignement/emploi/formation)
- le modèle économique
- les relations internationales
- l'écologie urbaine et rurale, la transition énergétique & la protection de l'environnement
- la culture et la politique de la langue française
- l'Europe

Voici les thèmes et les dates de ces différents **congrès doctrinaux** :

- ➔ **17 janvier 2016 - Défis de l'Etat (1^{ère} partie) :**
justice et libertés, sécurité et police, asile et immigration, relations extérieures et avenir de l'Union européenne
- ➔ **13 mars 2016 - Défi social :**
politique sociale et de sécurité sociale, logement, santé
- ➔ **5 juin 2016 - Défi économique :**
économie, mobilité, environnement, fiscalité, recherche
- ➔ **11 septembre 2016 - Défis de l'Etat (2^{ème} partie) :**
laïcité politique, fonction publique, linguistique, éthique de la gestion publique, entreprises publiques, politique de défense
- ➔ **16 octobre 2016 - Défi sociétal :**
éducation, culture, audiovisuel, petite enfance
- ➔ **Fin 2016 -** Un dernier congrès qui fera la synthèse finale des 5 congrès thématiques.

Sur chacun des thèmes, les membres du parti auront le droit de poser des questions et de proposer des amendements. Des invités de la société civile, mais aussi de l'étranger seront invités à exprimer leurs positions.

Le CEG est et restera associé à la préparation de ces cinq congrès. Il rédigera les rapports et soumettra aux autorités du parti les positions dégagées lors des débats.

Le bureau du CEG vous souhaite une belle année 2016 pour vous et celles et ceux qui vous sont chers, et se réjouit de vous revoir à l'une ou l'autre de ses manifestations, dont l'agenda des deux premières vous attend en fin de la présente Infolettre.

Charles-Etienne LAGASSE
Président du CEG

Philippe BINET
Administrateur du CEG

Christophe VERBIST
Directeur du CEG

21 octobre 2015

I. Conférence sur le thème : "Enjeux et évolution de la fonction publique fédérale"



Le 21 octobre dernier, au siège de DéFI, le CEG a eu l'occasion d'accueillir Michel Legrand, président du GERFA (Groupe d'Etudes et de la Réforme de la Fonction Administrative), un des observateurs les plus éclairés de l'activité et de l'évolution des services publics (et plus particulièrement de la fonction publique, tous niveaux de pouvoirs confondus) en Belgique.

Au cours d'une conférence particulièrement riche en contenu, Michel Legrand a dressé les exigences de son association (organisation syndicale agréée) qui, depuis plus de trente ans, milite pour l'efficacité de la gestion publique et le respect de principes cardinaux tels que le principe d'égalité, d'impartialité, de laïcité, de respect de l'utilisateur, au sein de la fonction publique.

Il a ensuite tracé les contours d'enjeux fondamentaux de demain tels que le recrutement des agents (politisation de la haute administration, tendance économique et politique du recours aux contractuels, fonctionnement monopolistique déficient du SELOR, absence de corrélation entre les examens organisés et les fonctions proposées, exigence d'organiser des concours), leur évaluation (réformée législature après législature sans résultats probants, problématique de l'annulation par le Conseil d'État des commissions bilingues instituées par l'ancien secrétaire d'État à la Fonction publique, Hendrik Bogaert).

Il a enfin terminé son exposé par le danger lié à la mise en oeuvre du bilinguisme fonctionnel dans les fonctions managériales, par la minorisation francophone et a précisé -c'est édifiant- que 88% des fonctionnaires fédéraux sont actuellement sous tutelle néerlandophone, et 12% seulement sous celle d'un ministre ou d'un secrétaire d'État francophone. Cette remise en cause des principes fondateurs est préjudiciable au maintien d'une administration fédérale qui devrait être de manière égalitaire au service des deux grandes communautés linguistiques du pays.

Son appel est clair : l'administration fédérale constitue un enjeu stratégique, que le politique doit cesser de désinvestir. Un message parfaitement reçu par notre Centre d'études!



25 novembre 2015

II. Conférence sur le thème : "Crowdfunding : initiatives des pouvoirs publics pour soutenir le financement participatif en Wallonie et à Bruxelles" »

4

Le financement participatif fait partie des «tendances» actuelles, dans ce qu'on appelle «les nouvelles économies» et a des répercussions tant en termes économiques que sociétaux.

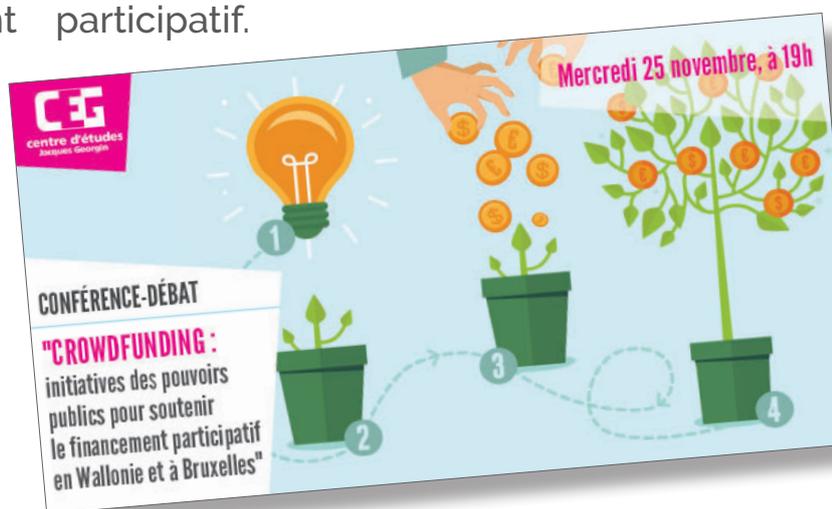
Aussi, le 25 novembre dernier, avons-nous convié Marianne Hendrickx, consultante et auteure de «Crowdfunding : mode d'emploi» (Edi.Pro), à venir nous présenter ce nouveau modèle économique sous le titre «*Crowdfunding : initiatives des pouvoirs publics pour soutenir le financement participatif en Région wallonne et en Région bruxelloise.*»

Nous avons choisi le siège wallon de DÉFI à Namur comme lieu pour cette conférence.

Selon une étude réalisée fin 2014 par KPMG, le «crowdfunding» a mobilisé environ 2 millions d'euros en Belgique, soit 0,11 euro par habitant alors qu'aux Pays-Bas, on en est à 1,58 euro par habitant.

Après avoir brossé la genèse d'inspiration anglo-saxonne ainsi que le contexte international de ce nouveau mode de financement davantage complémentaire que purement alternatif, Marianne Hendrickx nous a présenté les initiatives menées par les différents pouvoirs publics francophones (Région wallonne, Région bruxelloise, Fédération Wallonie-Bruxelles) afin de soutenir le financement participatif.

Force est de constater que la Région wallonne s'avère pour l'instant peu proactive en cette matière.



Il est clair également que le financement participatif est en attente d'un statut pour ses plateformes (en distinguant bien les projets créatifs, d'une part, et les projets des entreprises, d'autre part) et nécessite également une réflexion sur le plan fiscal (déductibilité des dons, par exemple) afin de renforcer sa visibilité.

Le «crowdfunfing» est apparu enfin comme une piste potentielle pour le développement local.

5

La présentation de Marianne HENDRICKX est disponible sur simple demande auprès de Christophe VERBIST (chverbist@cejg.be) au 02/533 30 16.

15 décembre 2015

III. Table-ronde sur le thème : "Soins infirmiers : quel avenir ? Quel statut pour nos infirmiers/infirmières ?" »

Après un premier « réseautage » organisé le 19 juin dernier, le CEG a décidé de continuer à plancher sur la problématique des soins infirmiers et sur celle du statut des infirmiers et infirmières.



Le Centre d'études Jacques Georgin vous invite à une table-ronde :

**Soins infirmiers :
quel avenir ?**

**Quel statut pour
nos infirmières/infirmiers ?**

Mardi 15 décembre, à 19h00



Une table-ronde a ainsi été organisée le 15 décembre dernier à l'Hôpital Vésale à Montigny-le-Tilleul en collaboration avec **Geneviève CORDIER**, professeure en soins infirmiers à la Samaritaine (Université du Travail, Charleroi), et vice-présidente DéFI Hainaut pour l'arrondissement de Thuin.

Nous avons comme orateurs Yves Mengal (vice-président de la FNIB-Fédération Nationale des Infirmiers de Belgique), Cécile Dury (vice-président de FINE-Fédération Européenne des Enseignants en Soins Infirmiers), ainsi que Delphine Haulotte, vice-présidente ACN (Association Belge des praticiens de l'art infirmier).

Au cours d'une soirée riche en contenu, au cours de laquelle assistaient bon nombre d'infirmiers et infirmières venus des quatre coins de Wallonie, ceux-ci ont dressé avec brio et pédagogie les enjeux de demain pour la profession et les soins infirmiers :

- l'urgence d'**adapter notre réglementation fédérale** (AR n°78) en terme d'accès à la profession, à la directive européenne dont l'évaluation est prévue fin janvier 2016 ;
- l'exigence de **clarification des titres des personnes** appelées à exercer l'art infirmier (infirmière responsable en soins généraux, infirmière brevetée) ;
- la nécessité de **favoriser une formation de qualité** pour nos infirmières au niveau de l'enseignement supérieur court pour une gestion plus efficace de la santé publique à l'avenir (réduction de la morbidité et de la mortalité, réduction des maladies nosocomiales, amélioration de la qualité de soins) ;
- le **contexte européen** en termes de formation en soins infirmiers dans une perspective de libre circulation ;
- la nécessité aussi de **tenir compte des besoins actuels et des ressources humaines** pour les hôpitaux, mais également pour les MR et MRS au sein desquels des infirmières brevetées mais également des aides-soignant(e)s accomplissent également un travail essentiel et apprécié.

Véronique CAPRASSE, députée fédérale DéFI, a fait les conclusions de cette table-ronde fort intéressante dans la perspective, notamment, de la préparation du Congrès DéFI de mars 2016 consacré aux matières sociales et que le CEG sera chargé de piloter.

Les présentations en powerpoint de nos trois orateurs (Mesdames Dury & Haulotte, ainsi que Monsieur Mengal) sont disponibles sur simple demande auprès de Christophe Verbist, directeur du CEG (chverbist@cejg.be) ou 02/533 30 16.

7

17 décembre 2015

IV. Réseautage : visite de Mariemont village



Le 17 décembre 2015, le CEG s'est rendu à Mariemont village à Morlanwelz (Hainaut), un complexe résidentiel qui a expérimenté une série de concepts innovants (en Belgique) en matière d'accueil des personnes âgées.

Mariemont village entend proposer aux résidents un projet de vie citoyen qui met l'accent sur la dignité humaine, le respect et la liberté, ce qui permet à la personne âgée de mener une vie plus indépendante, qui implique une participation à la vie sociale et culturelle.

Ce concept de citoyenneté est appliqué en tant que structure classique (résidence-services, court séjour, accueil et soins de jour, MR-MRS), caractérisée néanmoins par une remarquable conception de l'espace et de son utilisation (couloirs réduits, jardin, luminosité des pièces de vie...) dans l'architecture du bâtiment.

L'enrichissante originalité du complexe, outre le fait d'avoir mis sur pied des lieux de vie (et non pas seulement d'accueil) de personnes âgées, consiste dans le fait d'avoir créé des CANTOUS(*), c'est à dire des lieux de vie

(*) CANTOU pour Centre d'Animation Naturel Tiré d'Occupations Utiles, acronyme lui-même émanant d'un mot d'origine occitane qui signifie « au coin du feu ».

communautaire (8 au total avec 15 personnes maximum par cantou) où des personnes en perte d'autonomie trouvent un espace où la communication, l'entraide et les relations sont favorisées par la participation aux actes de la vie quotidienne (exemple: chaque cantou conçu de plain-pied comporte une cuisine centrale ceinte par les tables où s'asseyent les résidents, le temps en chambre étant réduit au minimum).

8

Une visite intéressante à plus d'un titre, une belle expérience humaine aussi et de bonnes idées à propager pour notre Congrès social de mars 2016.



A L'AGENDA

19

Janv.

19h

Conférence sur le thème « Quel avenir pour la politique scientifique fédérale ? » avec Philippe METTENS, ancien président du Comité de direction de BELSPO (administration fédérale chargée de la politique scientifique), et Jacques de GERLACHE, professeur d'écotoxicologie et d'écologie industrielle à l'UCL



Adresse du jour :

Maison des Associations Internationales
40, rue Washington à 1050 Bruxelles

Infos et réservations :

Christophe VERBIST (chverbist@cejg.be)

24

Févr.

19h

Conférence sur le thème : « L'Europe : un avenir entre projet durable et utopie réaliste ? » avec Jean-Philippe CORNELIS et Charles-Etienne LAGASSE

Adresse du jour :

Auditoire Agora 1, Campus UCL
1, place de l'Université à 1348 Louvain-la-Neuve

Infos et réservations :

Christophe VERBIST (chverbist@cejg.be)